



Independent observer
of the Global Fund

LE BUREAU DE L'INSPECTEUR GÉNÉRAL DU FONDS MONDIAL ADOpte DES APPROCHES D'AUDIT ET D'ENQUÊTE À DISTANCE

Lors de la réunion du Conseil d'administration tenue les 11 et 12 novembre 2020, le Bureau de l'Inspecteur général (BIG) du Fonds mondial a indiqué que la pandémie de coronavirus 2019 (COVID-19) avait gravement affecté ses activités opérationnelles prévues pour 2020. En conséquence, le BIG a réorienté ses ressources vers le soutien et l'examen de la réponse du Fonds mondial à la pandémie. Il prévoit de tirer parti de la technologie et des réseaux et partenaires nationaux, y compris les institutions supérieures de contrôle des finances publiques, pour soutenir les audits et les enquêtes à distance en 2021.

COVID-19 perturbe les activités prévues pour 2020

La pandémie de COVID-19 a considérablement affecté les activités opérationnelles du BIG. Cela est principalement dû aux restrictions de voyage et aux perturbations au niveau du Secrétariat du Fonds mondial et au niveau des pays. En conséquence, le BIG a dû modifier considérablement son plan de travail 2020.

Sept audits ciblant les zones à haut risque dans le contexte de COVID-19

Le Fonds mondial a annulé les 11 audits de pays prévus pour 2020 en raison de la pandémie. Cela inclut trois audits pour lesquels le travail sur le terrain avait commencé en mars 2020. Toutefois, le Bureau de l'Inspecteur général a poursuivi deux audits du plan initial pour 2020 : l'audit des processus de clôture des subventions du Fonds mondial et l'audit des contrôles financiers internes du Fonds mondial. Il a élargi la portée de ce dernier pour y inclure les risques supplémentaires liés à la COVID-19. Le BIG a également conçu cinq audits directement liés à l'environnement de risque de la COVID-19. Trois de ces audits sont actuellement en cours. Les deux autres devaient commencer au quatrième trimestre de 2020. (Le rapport ne précise pas si le Bureau de l'Inspecteur général a commencé les audits.) Le Bureau de l'Inspecteur

général a publié tous les audits en cours en 2019 pour juin 2020 et assure actuellement le suivi et la validation des mesures de gestion convenues (AMA) en cours.

Le BIG a redéployé de manière proactive les membres de son personnel pour aider le Secrétariat du Fonds mondial à identifier et à atténuer les risques liés à la COVID-19 tout en préservant l'exécution des programmes. Les membres du personnel du BIG redéployés comprenaient des experts en matière de risques, de gouvernance et de contrôle interne. Ils ont fourni des conseils sur place dans un large éventail de domaines, notamment la planification de la continuité des activités, l'accès aux opérations de financement, les opérations d'approvisionnement, ainsi que l'analyse des risques de fraude et des risques fiduciaires. L'OIG a consacré plus de 5 000 heures d'audit, soit 21 % du temps des auditeurs, au soutien du Secrétariat entre janvier et août 2020.

Enquêtes et prévention de la fraude dans le cadre de COVID-19

Le rapport reconnaît le risque accru de fraude et d'abus causés par la pandémie, qui pourrait empêcher les patients d'accéder à des services et des traitements qui pourraient leur sauver la vie. Le travail à distance, l'impossibilité de voyager et l'achat précipité de produits COVID-19 indispensables ont créé des occasions de corruption. Des [cas de détournement présumé de fonds COVID-19](#) (mais pas du Fonds mondial) ont été signalés dans tous les pays où le Fonds mondial est présent.

Le BIG a ouvert 13 nouvelles enquêtes liées à la corruption, à des problèmes de chaîne d'approvisionnement, à des vols de produits et à des irrégularités en matière de passation de marchés, entre janvier et août 2020. Toutefois, le bureau a dû faire face à des difficultés pour recueillir des preuves et mener des entretiens au cours de ces enquêtes. Le rapport ne précise pas si certaines de ces enquêtes sont liées aux programmes COVID-19 soutenus par le Fonds mondial. Le BIG mène également des activités de prévention de la fraude telles que des webinaires de sensibilisation aux risques pour les partenaires dans les pays.

Le BIG va tirer parti de la technologie et des ressources nationales en 2021

Le BIG a noté la nécessité d'adapter les audits et les enquêtes dans les pays à une "nouvelle normalité" car les perturbations dues à la COVID-19 vont probablement se poursuivre tout au long de l'année 2021. Le BIG devra également conserver son agilité et sa flexibilité opérationnelle face aux incertitudes causées par la pandémie.

Il s'appuiera sur les analyses de données existantes, les technologies innovantes et les ressources nationales pour mener à bien ses activités prévues en 2021. Il utilisera des plateformes technologiques pour organiser des réunions virtuelles, effectuer des tâches d'audit à distance telles que des contrôles d'inventaire et des visites, mener des entretiens d'enquête et transférer des documents. Le BIG dispose d'un réseau de consultants au niveau national qui ont déjà été formés aux méthodes d'audit du Fonds mondial et prévoit d'étendre ce réseau. Le choix de faire appel à des consultants locaux ou internationaux dépendra du pays. Le BIG tiendra compte de la capacité et de l'indépendance des consultants locaux et de l'étendue des restrictions de voyage dans le pays. Il prévoit également d'engager les institutions supérieures de contrôle de l'Afrique subsaharienne, par l'intermédiaire de leurs organisations faîtières, l'AFROSAI et le CREFIAF, à collaborer à l'exécution de certains audits pays. Le BIG tirera également parti des relations existantes avec des partenaires donateurs, tels que le BIG de l'Agence américaine pour le développement international (USAID), pour enquêter conjointement sur des cas, si besoin.

Note de l'auteur : une analyse récente d'Aidspan a mis en évidence les avantages potentiels d'une collaboration entre le Fonds mondial et les institutions nationales d'audit, en particulier pendant cette pandémie. L'analyse a montré que les institutions supérieures de contrôle (appelées Bureau du vérificateur général) peuvent apporter un soutien supplémentaire en l'absence de la capacité de l'équipe du Fonds mondial à se déplacer et en surveillant régulièrement la mise en œuvre des mesures de gestion convenues par le BIG. Lire l'article complet, [Les institutions nationales de contrôle et le Fonds mondial tireront profit de la collaboration, dans le numéro précédent](#).

Le BIG prévoit de mener neuf audits de pays, trois audits internes, quatre missions de conseil, 14

enquêtes sur plainte et deux enquêtes proactives. Les neuf audits nationaux cibleront l'Afrique du Sud, le Cameroun, l'Éthiopie, le Kenya, le Mozambique, le Nigeria, les Philippines, la République centrafricaine et l'Ukraine. Ces pays représentent collectivement 29 % des allocations du Fonds mondial pour 2020-2022 et une part importante du fardeau du VIH, de la tuberculose et du paludisme. Les audits viseront à fournir l'assurance au niveau des pays que les subventions ont un impact et que les fonds COVID-19 sont utilisés efficacement. Étant donné que 2021 marque le début d'un nouveau cycle de mise en œuvre, 2021-2023, les audits nationaux examineront si le Fonds mondial peut continuer à produire un impact efficace dans le nouveau cycle de mise en œuvre, dans un environnement en pleine évolution.

Le BIG a également prévu deux rapports consultatifs en 2021 qui cibleront le mécanisme du Fonds mondial pour gérer le financement national, et la justice interne pour assurer un environnement de travail équitable, transparent et ouvert.

Le BIG utilisera les mêmes indicateurs clés de performance (KPI) qui ont été approuvés pour 2020 en 2021, bien qu'il y ait quelques ajustements mineurs à certains objectifs pour refléter les perturbations de la COVID-19.

Discussions avec les circonscriptions du Conseil d'administration

Certaines circonscriptions du Conseil ont commenté le rapport d'activité du BIG. Elles ont salué sa décision d'adopter des méthodes d'audit à distance pour assurer la continuité de son travail, qu'ils ont décrit comme opportun et approprié. Ils ont encouragé le BIG à utiliser les ressources nationales et à travailler en étroite collaboration avec les structures nationales telles que la société civile, les institutions supérieures de contrôle des finances publiques et les unités d'enquête indépendantes des autres donateurs. Les circonscriptions ont également salué l'ajustement rapide de du BIG à la pandémie et la rapidité avec laquelle il a réorienté les ressources vers la réponse du Fonds mondial à la COVID-19.

Ils ont également souligné la nécessité d'un suivi plus étroit des subventions afin de détecter les fraudes et les malversations, compte tenu des risques accrus liés à la pandémie. Ils ont également salué le projet du BIG de réaliser un examen consultatif sur la gestion du financement domestique en 2021. Cet examen arrive à point nommé étant donné l'impact économique de la COVID-19 sur la marge de manœuvre budgétaire des pays ainsi que la stagnation du financement de la santé, en particulier en Afrique. Les circonscriptions ont également demandé un examen de la stratégie de gestion des risques du Fonds mondial, en particulier dans le sillage de la COVID-19, ainsi qu'un examen des investissements du Fonds mondial dans les systèmes de santé (RSSH), étant donné son importance pour la mission du Fonds mondial.

Le document du Conseil d'administration (GF/B44/04, rapport d'activité du Bureau de l'Inspecteur général) sera bientôt disponible à l'adresse suivante : <https://www.theglobalfund.org/en/board/meetings/44>

[Read More](#)
